



DECLARATION LIMINAIRE CSA D 4 SEPTEMBRE 2025

Monsieur le Directeur Académique

Mesdames et messieurs les membres du CSA de la Haute Garonne

Notre fédération s'associe à l'hommage rendu à notre collègue Caroline Grandjean, victime de discriminations.

En cette rentrée scolaire, en tant qu'enseignants du 1^{er} degré, enseignant l'Histoire à nos élèves, en tant que militants syndicalistes, attachés à la solidarité internationale nous ne pouvons pas ne pas penser aux enfants, et personnels de l'éducation, victimes de conflits partout dans le monde et notamment à Gaza.

Depuis octobre 2023, 17 000 élèves, plus de 1 200 étudiants, près de 1 000 travailleurs de l'éducation ont été tués par l'armée israélienne, des milliers d'autres sont blessés ou détenus. 97 % des écoles sont partiellement ou totalement détruites, les bâtiments restants servent de refuge, ce sont ainsi 660 000 enfants privés de scolarité pour la troisième année consécutive.

Le 15 aout, en Cisjordanie, une école construite dans le cadre d'un programme de l'Agence française pour le développement (AFD) qui « *devait accueillir une centaine d'enfants palestiniens* » a été détruite par Tsahal. « *Il s'agit de la deuxième démolition d'un projet financé par l'AFD en Cisjordanie* » d'après le Quai d'Orsay qui condamne cette destruction.

Face à la volonté d'un gouvernement d'éradiquer un peuple, notamment en s'attaquant à sa jeunesse et à son avenir, les mots ne suffisent pas, il faut des actes. La France doit cesser de livrer des armes à Israël, elle doit rompre les accords d'association et prendre les sanctions nécessaires.

Notre fédération continuera d'agir pour un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, l'arrêt des bombardements, du blocus, du nettoyage ethnique, pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

Travailler à la paix a toujours été au cœur de l'action du mouvement ouvrier car la paix et la justice sociale, ne peuvent aller l'une sans l'autre. La Confédération Générale du Travail, lors de son congrès en 1898, déclarait : « *Les peuples sont frères et la guerre est la plus grande calamité de l'humanité; l'argent dépensé pour des actes dignes des barbares et entretenir des hommes jeunes, forts, et vigoureux, serait mieux employé à de grands travaux pouvant servir l'humanité* ». La politique menée, et le budget proposé par le gouvernement Bayrou en sont l'illustration.

Pour ce gouvernement qui poursuit sa logique guerrière, il est hors de question de priver le patronat de ses exonérations de cotisations (88 milliards/an), ni de les contraindre à cesser de frauder (entre 7 et 9 milliards/an du fait du travail dissimulé), ni de s'attaquer à la fraude fiscale (entre 80 à 100 milliards/an), ni de suspendre les aides et subventions attribuées sans contrepartie (48 milliards). En revanche, pour augmenter de 43 milliards le budget militaire, il intensifie ses attaques contre les travailleurs : remise en question des jours fériés, des congés

payés, des arrêts maladie, du remboursement des soins, de l'assurance chômage, du pouvoir d'achat des fonctionnaires (gel du point d'indice) et des retraités (gel des pensions, augmentation de la CSG...), suppression de 3000 postes de fonctionnaires... Le budget Macron-Bayrou s'en prend brutalement à nos droits et à nos services publics pour financer des guerres dont personne ne veut.

Cette politique d'austérité imposée par un gouvernement illégitime, a des effets très concrets dans nos classes : des dizaines d'écoles ont des effectifs par classe qui dépassent les limites fixées par le DASEN lui-même, dans les écoles où la limite de 28 est respectée les conditions de travail ne sont pas simples pour autant, raison pour laquelle notre syndicat revendique qu'aucune classe ne soit à plus de 25, la majorité des remplaçants ne sont déjà plus disponibles, il manque des AESH partout... Lors de ce CSA vous proposez des fermetures de classes, ce qui n'était plus arrivé depuis des années dans le département. Votre décision suscite la colère et l'incompréhension chez les collègues, une semaine après la rentrée ils vont devoir refaire les répartitions. Tout enseignant sait le travail que cela va engendrer, et le travail déjà effectué qui est ainsi balayé. Le nouveau DASEN de l'Ariège, M Alberici, que nous connaissons bien en Haute-Garonne, déclare d'ailleurs dans une interview avant-hier, « *une fermeture à la rentrée, ça désorganise les équipes* ». Il existe une solution simple pour éviter cela : recruter les candidats formés, motivés et compétents disponibles dans l'Académie.

Les revendications de la FNEC FP FO lors de cette instance sont simples : pas de fermetures lors de cette phase de carte scolaire, satisfaction des demandes d'ouvertures ou d'annulation de fermetures faites par les équipes qui sont les mieux à même d'apprécier les conditions du terrain, et pour cela réabondement de la liste complémentaire et recrutement immédiat de celle-ci ainsi que renouvellement des contractuels qui le souhaitent. Et pour que les équipes soient complètes : recrutement en urgence d'AESH.

Sans cela les conditions de travail seront toujours plus dégradées et l'année sera aussi difficile que les précédentes. Les personnels n'acceptent plus ce chaos : le manque de tout, les salaires gelés, les classes surchargées, la multiplication de tâches et d'injonctions diverses...partout s'affirme le refus de la politique menée et se discute ouvertement les moyens de la stopper. Lors de la réunion du comité national de défense de l'école hier, qui réunissait parents, enseignants et élus d'une vingtaine de départements, la question était : comment se faire entendre ? Depuis plusieurs semaines, le 10 septembre est au centre des discussions, citoyens, travailleurs, retraités, chômeurs, recherchent l'organisation d'un mouvement qui permette de mettre en échec les projets du président et de son 1^{er} ministre, un mouvement qui soit une riposte à la hauteur de la violence des mesures qu'ils comptent leur imposer. Et, personne n'est dupe, le 8 septembre ne changera rien, comme après la censure du gouvernement Barnier, la même politique s'appliquera, peut-être encore en pire. C'est pourquoi la FNEC FP FO 31 soutient pleinement le mouvement appelé à partir du 10 septembre, pour mettre un terme définitif à cette politique qui s'en prend aux travailleurs via une remise en cause de leurs droits, de leurs services publics, de leur Sécurité sociale, de l'école.

Pour finir, comment ne pas avoir une pensée très émue pour notre collègue Cécile Kohler et son compagnon, Jacques Paris, otages en Iran depuis le 7 mai 2022. C'est la quatrième rentrée scolaire que Cécile ne fera pas. Un rassemblement sera organisé à Toulouse en leur honneur le 25 septembre par le comité Liberté pour Cécile.

Merci pour votre écoute.